

ABOLISSONS LA PAUVRETÉ

ACCROÎTRE ET
OPTIMISER L'AIDE

RENDRE LE
COMMERCE ÉQUITABLE

ANNULER
LA DETTE

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ
DES ENFANTS AU CANADA

PLATEFORME

En ce début de XXI^e siècle, 1,2 milliard de personnes vivent dans la pauvreté extrême, la plupart étant des femmes. Plus de 800 millions de gens se couchent chaque soir le ventre creux et 50 000 meurent chaque jour de causes liées à la pauvreté. Pourtant, il n'y a rien là d'inévitable. Nous pouvons abolir la pauvreté. Nous le pouvons si nous avons la volonté d'agir.

La pauvreté est une violation des droits de la personne à grande échelle. En adoptant, la Déclaration du millénaire il y a environ cinq ans, tous les membres des Nations unies se sont engagés à ne rien négliger pour éliminer la pauvreté. Les gouvernements ont convenu alors de viser des objectifs minimaux, soit les Objectifs de développement du millénaire (ODM), dans le but de réduire la pauvreté, la faim, la malnutrition, l'analphabétisme, la discrimination à l'égard des femmes et la dégradation de l'environnement d'ici à 2015.

Mais les choses n'avancent pas assez vite. Au rythme actuel, il sera impossible d'atteindre ces objectifs. Et ce sont les pauvres qui écoperont.

Les tsunamis en Asie ont montré que les Canadiens, notamment le gouvernement du Canada, se sentent interpellés et donnent généreusement lorsque le monde est confronté à des catastrophes humanitaires. Cependant, l'aide à court terme n'est pas suffisante.

Il est temps d'agir concrètement. En 2005, plusieurs pays ont lancé des campagnes visant à éliminer la pauvreté. Si toutes les personnes qui réclament l'élimination de la pauvreté le font en même temps, les décideurs seront obligés d'écouter.

La campagne canadienne, sous le thème **Abolissons la pauvreté**, demande instamment des changements d'orientation urgents et concrets dans quatre domaines : l'aide internationale, le commerce, la dette des pays en développement et la pauvreté des enfants au Canada.

1. ACCROÎTRE ET OPTIMISER L'AIDE

L'aide internationale est en fait destinée aux personnes qui vivent dans la pauvreté. Nous devons rester fidèles à cet objectif. Par ailleurs, il ne suffit pas de maintenir, ni même d'augmenter l'aide internationale : il importe aussi de la rendre plus efficace.

Il faut accroître et optimiser l'aide internationale pour éliminer l'extrême pauvreté et la faim, permettre à tous les enfants d'aller à l'école, réduire le taux de mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, créer des emplois décents et enrayer la propagation du VIH-sida.

Le Canada peut prendre les mesures suivantes :

- Atteindre d'ici à 2015 l'objectif de 0,7 p. 100 du revenu national brut (RNB) fixé par l'ONU en établissant un échéancier qui prévoit une hausse de l'aide de 15 p. 100 par année jusqu'à 2015.
- Adopter une loi faisant de l'élimination de la pauvreté la finalité de l'aide étrangère du Canada conformément à ses obligations en matière de droits de la personne.

2. RENDRE LE COMMERCE ÉQUITABLE

Actuellement, le commerce international n'est ni libre ni équitable. Les pays riches ont le droit de subventionner généreusement une poignée d'entreprises agroalimentaires pour l'exportation. Ce privilège encourage la surproduction, anéantit le gagne-pain de millions d'agriculteurs pauvres dans les pays en développement et endommage l'environnement.

Il faut rendre le commerce équitable pour que les pays pauvres puissent protéger leurs petits producteurs agricoles et la culture des denrées essentielles; pour que les gouvernements puissent acheter des médicaments à prix raisonnable et maintenir les services publics; et pour que les règles du commerce favorisent la protection des droits de la personne et de l'environnement au lieu de leur nuire.

Le Canada peut, à l'occasion d'accords de commerce internationaux, préconiser les mesures suivantes :

- Militer pour l'adoption de règles qui régissent le commerce et l'investissement et qui reconnaissent aux gouvernements et à leurs citoyens le droit de choisir les meilleures solutions pour abolir la pauvreté et protéger l'environnement.
- Appuyer des mesures qui donnent plus de pouvoir aux agriculteurs sur le marché et qui mettent fin au dumping des produits, pratique nuisant aux moyens de subsistance des collectivités rurales pauvres.

3. ANNULER LA DETTE

En raison des surcharges et des taux d'intérêt élevés, les pays pauvres versent plus d'argent aux pays riches pour rembourser leur dette qu'ils n'en reçoivent au titre de l'aide. Ainsi, entre 1970 et 2002, les pays africains les plus pauvres ont reçu 294 milliards de dollars en prêts et remboursé 298 milliards de dollars en capital et intérêts, mais ils devaient encore plus de 200 milliards de dollars.

Il faut annuler intégralement la dette des pays les plus pauvres pour briser ce cercle vicieux. Lorsque les États pauvres seront libérés de leur dette, ils pourront consacrer plus d'argent aux besoins vraiment essentiels : la nourriture, l'eau potable, le logement, la santé, l'emploi, l'éducation, l'édification de leur économie.

Le Canada peut prendre les mesures suivantes au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international :

- Promouvoir l'annulation immédiate et inconditionnelle de la totalité de la dette multilatérale et bilatérale contractée par les pays les plus pauvres.
- Veiller à ce que cette annulation soit sans conditions, permettant ainsi à aux pays en développement de mettre en œuvre leurs propres plans afin d'éliminer la pauvreté.

4. ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS AU CANADA

En 1989, la Chambre des communes a adopté à l'unanimité une résolution visant à éliminer la pauvreté des enfants au Canada avant l'an 2000. Au début de 2005, un million d'enfants canadiens, soit près de un sur six, vit encore dans la pauvreté, et le ratio est encore plus élevé chez les Autochtones.

Il faut éliminer la pauvreté des enfants au Canada. Les familles à faible revenu ont besoin de plus d'argent. Pour que les choses changent nous devons faire des investissements substantiels dans le développement social : logements abordables, emplois décents, salaire minimum plus élevé, apprentissage de la petite enfance et services de garde universelles et abordables.

Le Canada peut prendre les mesures suivantes :

- Porter la prestation fiscale pour enfants (ou prestation équivalente) à 4 900 \$ par enfant.
- Faire participer les collectivités aux prises avec la pauvreté, notamment les autochtones, les femmes, les minorités et les jeunes, à la création et à la mise en œuvre d'une stratégie d'élimination nationale de la pauvreté.

ENSEMBLE : ABOLISSONS LA PAUVRETÉ!

Nous avons besoin de vous : joignez votre voix à celles du monde entier. Ensemble, abolissons la pauvreté. Pour savoir comment appuyer notre campagne, consultez le site www.abolissonslapauvrete.ca.

MAKE POVERTY HISTORY

MORE AND BETTER AID TRADE JUSTICE CANCEL THE DEBT END CHILD POVERTY IN CANADA

PLATFORM

At the start of the 21st century 1.2 billion people live in abject poverty, most of them women. More than 800 million people go to bed hungry and 50,000 people die every day from poverty-related causes. It doesn't have to be this way. If we choose—if we have the will to act—we can make poverty history.

Poverty is a violation of human rights on a massive scale. Nearly five years ago, all members of the United Nations committed to “spare no effort” in tackling poverty by adopting the Millennium Declaration. Governments also launched the Millennium Development Goals (MDGs) to meet minimum targets to reduce poverty, hunger, illiteracy, discrimination against women, and environmental degradation by 2015.

But the pace of action is too slow. If we hold the present course, we will fail to meet these targets. And the poor will pay the price.

The Asian tsunami showed that Canadians, including the Canadian government, care deeply and react generously when the world is faced with humanitarian disasters. But short-term relief is not enough. We need a shift in national and international policies to eliminate poverty.

It's time for real action. In 2005, campaigns to end poverty have been launched world wide. If everyone who wants to end poverty speaks at the same time, world leaders will be forced to listen.

Canada's campaign to end poverty, **Make Poverty History**, calls for urgent and meaningful policy change. Here's what we want in 14 words: More and Better Aid. Trade Justice. Cancel the Debt. End Child Poverty in Canada.

1. MORE AND BETTER AID

Aid is a resource held in trust for people living in poverty. We must not break this trust. But we must do more than simply maintain or even increase our aid—we must also make aid more effective.

More and better aid is needed to help end extreme poverty and hunger ... to enable every child to attend elementary school... to reduce child mortality rates ... to improve maternal health...to create decent jobs... and to begin to reverse the spread of HIV/AIDS.

Canada can take action:

- Reach the UN target of 0.7% of Gross National Income (GNI) by 2015 by committing to a timetable to increase aid by 15% annually through to 2015.
- Enact legislation to make “ending poverty” the exclusive goal of Canadian foreign aid in a way consistent with our human rights' obligations.

2. TRADE JUSTICE

Currently, international trade is neither free nor fair. Trade rules allow rich countries to pay large subsidies to a small number of companies to export food. These policies encourage over-production, destroy the livelihoods of millions of poor farmers in developing countries and hurt the environment.

We need trade justice so poor countries can protect small farmers and staple crops ... so governments can access affordable medicine and maintain public services... and so trade rules support, rather than undermine, human rights and environmental protection.

Canada can take action in international trade agreements:

- Press for trade and investment rules that ensure governments and their citizens can choose the best solutions to end poverty and protect the environment.
- Support measures that boost farmers' power in the marketplace and that bring an end to the dumping of goods, which damages the livelihoods of poor rural communities.

3. DEBT CANCELLATION

High interest rates and penalties mean that the poorest countries spend more on repaying debts to the richest countries than they receive in aid. Between 1970 and 2002, for example, the poorest African countries received \$294 billion in loans, paid back \$298 billion in interest and principal, but still owed more than \$200 billion.

We must cancel all debts to the poorest countries to stop this treadmill. When poor governments no longer need to repay debt, they can spend more on what really matters: food, clean water, housing, health care, jobs, education, and building their economies.

Canada can take action at World Bank and International Monetary Fund:

- Promote the immediate and unconditional cancellation of 100% of the multilateral and bilateral debt owed by the poorest countries.
- Ensure that debt cancellation has no strings attached, enabling developing countries to implement their own national plans to end poverty.

4. END TO CHILD POVERTY IN CANADA

In 1989, the House of Commons unanimously resolved to eliminate poverty among Canadian children by the year 2000. At the start of 2005, one million Canadian children, or nearly one in six, are still poor. Aboriginal people are disproportionately affected.

We must end child poverty in Canada. We must make key investments in social development that will make a difference: More money for low-income families. Affordable housing and the creation of decent jobs, with a higher minimum wage. And universal, affordable early learning and child care.

Canada can take action:

- Raise the annual Canada Child Tax Benefit (or equivalent benefit) to \$4,900 per child and ensure all low-income children receive full benefit of this program.
- Involve groups where poverty is predominant, such as Aboriginal People, women, minorities and youth in the design and implementation of a domestic poverty reduction strategy.

TOGETHER WE CAN MAKE POVERTY HISTORY!

We need your voice to add to our worldwide chorus. Find out how you can support our global campaign at www.makepovertyhistory.ca. Together, we *can* make poverty history.